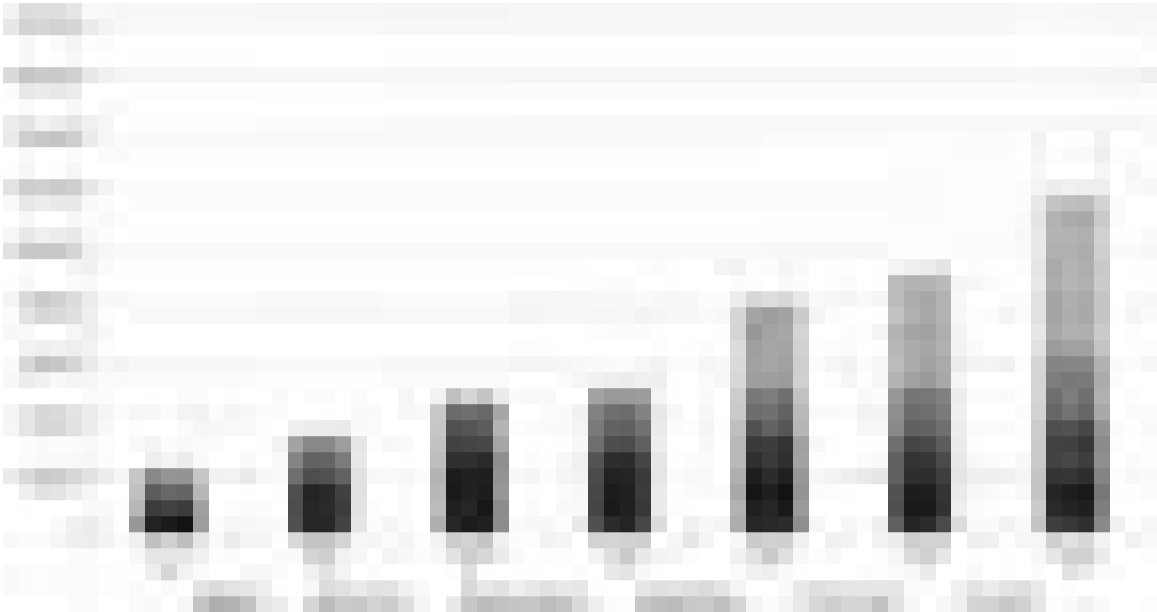


IMMIGRATION

Nos passés, notre avenir



Population étrangère par nationalité

(Jean Langers/STATEC)

Alors que l'immigration portugaise commence à être comprise et assumée, elle appartient déjà au passé. Quant aux défis de l'avenir, le Luxembourg semble encore mal préparé.

"Le Luxembourg est un creuset de cultures et de langues, sans les vices et les travers des pays voisins." Ainsi parlait Claude Frisoni, dernier intervenant du colloque "Un siècle d'immigration au Luxembourg". Une bonne centaine de personnes du monde associatif et d'expert-es s'étaient retrouvé-e-s vendredi dernier au Kirchberg pour faire un bilan prospectif de l'immigration, sorte d'avant-programme au 5e congrès des associations d'étrangers au Luxembourg, organisé par le CLAE et ayant lieu pendant le weekend.

Immigré-e-s d'hier

Au Gran-Duché, le mot immigration est immédiatement associé aux Portugais-es venu-e-s au Luxembourg, même si ils et elles ont été précédé-e-s par les Italiens-es et les Espagnols-es durant la première moitié du siècle. Depuis quelques années cependant, de moins en moins d'immigré-e-s viennent du Portugal, où la situation économique et sociale s'est beaucoup améliorée par rapport à il y a 30 ans. Les chiffres donnés par Jean Langers du Statec montrent que la communauté portugaise reste la plus importante et continue à croître. Cela n'est plus dû à une fécondité élevée mais à une structure d'âge plus jeune.

Nous avons interrogé Delfina Beirão, sociologue ayant participé aux projets "Baleine" et "Moien", sur cette seconde génération de Portugais-es né-e-s au Luxembourg: "Ils sont entre les deux: Au Luxembourg ils ne permettent pas qu'on parle mal du Portugal, mais quand ils sont là-bas, ils défendent le Luxembourg." Elle estime que si cette génération garde une certaine rancune envers le système scolaire et social, elle a fini par bien le connaître. Comparé-e-s à la génération des parents, ces jeunes travaillent dans des métiers plus variés et sauront mieux aider leurs enfants à monter dans l'échelle sociale. Pour Delfina Beirão, parler de 50 pour cent de population étrangère vers 2030, cache le fait que cette troisième génération ne sera étrangère qu'en vertu d'un droit de la nationalité anachronique.

... et d'aujourd'hui

Si les immigré-e-s viennent de moins en moins du Portugal, ils et elles proviennent de plus en plus des trois pays voisins. S'agit-il de frontalier-ère-s qui se fixent au Luxembourg? Non, répond Fernand Fehlen, du Centre de recherche public Gabriel

Lippmann: "Sur trois ans, nous avons presque autant de résidents étrangers qui redeviennent frontaliers que l'inverse." Conclusion: Il y a une immigration venue de l'ensemble des territoires franco- et germanophones vers le bassin d'emploi luxembourgeois.

Une troisième catégorie d'immigré-e-s, les non-communautaires, a également connue une forte croissance. On peut espérer que son principal vecteur d'émigration, la menace de guerre, va disparaître. Néanmoins, a estimé Jean Langers, la demande en main d'oeuvre pour les segments défavorisés du marché du travail s'accroîtra parallèlement à l'ascension sociale des anciens immigré-e-s. Au-delà de cette thèse et des projections démographiques à 700.000 habitant-e-s, l'image des 200.000 immigré-e-s supplémentaires reste floue.

Immigré-e-s, exclu-e-s

Si le sujet, vendredi soir, était "Et demain?", l'intervention de Claude Frisoni a fait déraiper la discussion - du moins en apparence. En effet, après son introduction flatteuse pour le Luxembourg, l'orateur est revenu sur les attitudes de rejet à l'égard des réfugié-e-s d'Ex-Yougoslavie. "Ce sont toujours les derniers arrivés qui sont perçus comme une menace et dont on affirme qu'ils ne savent pas s'intégrer - après les Italiens, les Portugais, et, aujourd'hui, les Yougoslaves", a expliqué Claude Frisoni. Face à ce réflexe de repli sur soi, il a demandé: "A 700.000, qu'est-ce que ça donnera?" La discussion n'a ensuite pas tourné sur l'avenir de l'immigration, mais sur le problème de l'acceptation de l'autre - se plaçant sans doute, inconsciemment, au coeur du problème. Comme dans le cas de l'intégration scolaire des enfants romanophones durant les trente années passées, le système politique luxembourgeois semble aujourd'hui incapable de prendre la mesure des problèmes et d'agir.

Raymond Klein

GeldbotInnen im Streik

Müssen erst Menschen sterben, damit sich die Arbeitsbedingungen der GeldbotInnen in Luxemburg ändern? Bei einem Überfall kam vergangene Woche ein Geldbote ums Leben. Die Sicherheit der Beschäftigten in diesem Bereich ist absolut ungenügend. Um endlich bessere Arbeitsbedingungen zu bekommen, sind sie seit Montag im Streik. Mittwoch war ein Treffen zwischen LCGB, OGB-L, Gewerkschafts-VertreterInnen der drei großen Geldtransportfirmen und Patronatsvertreter. Man habe sich zwar angenähert, doch Zusicherungen seitens des Patronats wird kein Glauben geschenkt. Der Streik geht weiter, viele Geldautomaten spucken bereits jetzt schon kein Bares mehr.

Chargés en manifestation

Hier avait lieu, à Luxembourg-Ville, une manifestation des chargé-e-s de cours. Leurs revendications: que les 450 chargé-e-s travaillant depuis plus de trois ans à l'école aient un contrat à durée indéterminée, un droit à la formation continue et la possibilité, pour les chargé-e-s actifs depuis moins de trois ans, d'être engagé-e-s de manière fixe après une formation en cours d'emploi. Une journée après l'annonce de cette manifestation, la ministre compétente Anne Brasseur a invité les représentant-e-s de venir discuter de la situation des chargé-e-s de cours ou de direction le 15 décembre prochain. Trop tôt donc, pour espérer un cadeau de Noël.

Juncker: Merci l'Union sacrée

Après son succès relatif au sommet "Ecofin", Jean-Claude Juncker a distribué de bonnes notes à la Chambre. Il a remercié en particulier le POSL pour son communiqué du 23 novembre, intitulé: "Les propositions fiscales de la Présidence française sont inacceptables!" Ce communiqué lui aurait permis de faire valoir la situation difficile de son gouvernement dans le contexte politique national. Le communiqué de complaisance du POSL semble issu d'un réflexe patriotique pour le moins douteux.

Jean-Claude Juncker ne s'est pas oublié lui-même. Entre deux flèches décochées au grand capital et à ses collègues européens, il s'est vanté de ses subtiles manœuvres tactiques. En effet, on ne sait jamais si ce qu'il dit est une stratégie de diversion ou simplement du blabla. Son collègue Luc Frieden, lui, s'exprime plus clairement: Sur RTL, il a soutenu que le Luxembourg était favorable à la croissance européenne et donc à des taux d'imposition faibles. Conservateur sur le plan moral, attaché à un Etat de droit musclé et néo-libéral en matière d'économie: la recette n'est pas nouvelle, mais reste inquiétante.

BSE: Das Schlimmste verhindert

Während der "Questions urgentes" am vergangenen Dienstag richtete Camille Gira (Déi Gréng) mehrere Fragen zum Thema BSE an den Landwirtschaftsminister Fernand Boden. Er wollte mehr über die EU-weiten Maßnahmen und die spezifisch luxemburgischen Vorkehrungen wissen. Des Weiteren fragte er nach Kontrollen beim Import von Fleisch und Vieh sowie nach der Verbraucherinformation. Der Minister kündigte die ab 1. Januar durchzuführenden Schnelltests bei allen Risikotieren an, sprach sich aber gegen unilaterale Maßnahmen aus. In Luxemburg bestehe seit 1994 ein Verbot, Tiermehl an Wiederkäuer zu verfüttern. "Ich hoffe und ich denke, dass das eingehalten wurde", so Fernand Boden. Die Produktion des Fleisches sei hierzulande leichter überschaubar und die Konsumenten hätten relativ viel Vertrauen. Trotz Panikmacherei habe es keinen Einbruch im Konsum gegeben: "Wir konnten Schlimmeres vermeiden, anders als im Ausland." Von einem generellen Tiermehl-Verbot zeigte sich der Minister nicht überzeugt. Einen Tag später einigte sich die Kommission allerdings auf ein solches Verbot, befristet auf sechs Monate.

Schoul vun der Integratioun

(RK) - Mardi dernier a eu lieu le grand débat d'orientation sur une école de l'intégration à la Chambre des Député-e-s. Si le dernier débat de la sorte date de 1987, et que les réflexions, sans parler des mesures, viennent avec un retard d'une vingtaine d'années, c'est tout de même une occasion pour faire le point. Ainsi le rapport de la Commission de l'Education Nationale reconnaît, chiffres à l'appui, qu'il y a bien un problème d'échec scolaire lié aux langues.

Pour ce qui est des mesures à prendre, elles restent floues et non contraignantes. L'idée d'aborder l'enseignement de l'allemand comme une langue étrangère connaît un certain écho mais la ministre Anne Brasseur ne semble guère convaincue. Par contre tout le monde s'accorde sur l'importance du luxembourgeois comme langue véhiculaire, que tous les enfants devraient apprendre le plus tôt possible. Le député vert Robert Garcia a insisté dans son intervention qu'il fallait améliorer le caractère intégrant de l'école en général, plutôt que de créer des solutions à la carte pour des immigré-e-s romanophones - de toute façon elles arriveraient une génération trop tard.

Malheureusement le débat n'a pas été marqué par des visions à long terme. Car il s'agit d'assumer la pluralité de notre société, située au centre d'une grande région bilingue et ouverte sur le monde. Donnons-nous les moyens pour que ce projet intègre tous les résident-e-s présent-e-s et à venir, aussi les défavorisé-e-s, qu'ils/elles soient étranger-ère-s ou luxembourgeois-es.

